

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la coordination et des procédures
DDT/SEEF/BCP/CC

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre de la société
SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES
(SME) chemin de la Loge à TOULOUSE

0 6 6

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2008 autorisant la société ISOCHEM à exploiter ses activités chemin de la Loge à TOULOUSE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 2009 autorisant la société SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES (SME) à succéder à la société ISOCHEM pour exploiter les installations du chemin de la Loge à TOULOUSE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2009 concernant la demande d'une tierce expertise et le renforcement de la sécurité liée à l'utilisation et le stockage de certains produits utilisés sur le site chemin de la Loge à TOULOUSE ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 4 mai 2010 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté l'échéance de remise d'un échéancier de travaux exigé à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2009 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} – La société SNPE MATERIAUX ENERGETIQUES (SME) est mise en demeure de transmettre, **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, un échéancier de travaux à réaliser pour répondre aux objectifs de l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 18 juin 2009 et tenant compte des conclusions du tiers expert, conformément à l'article 5 dudit arrêté.

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le

02 JUIN 2010

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Françoise SOULIMAN